

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 2869

[2007/201835]

**8 MARS 2007. — Décret portant diverses mesures visant à réguler les inscriptions et les changements d'école dans l'enseignement obligatoire**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Champ d'application et précision liminaire**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret s'applique à l'enseignement fondamental et secondaire, de plein exercice ou en alternance, ordinaire ou spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française.

**Art. 2.** L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

**TITRE II. — De la prise en compte des élèves exclus pour la définition du montant des dotations ou subventions et de l'encadrement**

**Art. 3.** Dans l'article 3, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié par les décrets du 12 juillet 2001, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 5 et 6 :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, l'élève qui fait l'objet d'une exclusion définitive, quel que soit le moment de l'année scolaire où la décision est prise, n'est pas considéré comme régulièrement inscrit à la date du 15 janvier dans l'établissement qui l'a exclu, mais bien dans celui qui, le cas échéant, l'accueille après cette exclusion. »

**Art. 4.** Dans l'article 18 du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, modifié par les décrets du 24 juillet 1997, du 17 juillet 1998 et du 19 juillet 2001, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, n'est pas considéré comme inscrit au 15 janvier de l'année précédente dans l'établissement qui l'a exclu, l'élève qui fait l'objet d'une exclusion définitive à un moment quelconque de cette année, mais bien dans celui qui, le cas échéant, l'accueille après cette décision. »

**Art. 5.** Dans les articles 24 et 27 du même décret, remplacés par le décret du 19 juillet 2001, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, l'élève qui fait l'objet d'une décision d'exclusion définitive, quel que soit le moment de l'année scolaire où la décision est prise, n'est pas considéré comme élève régulier au 15 janvier de l'année scolaire précédente dans l'établissement qui l'a exclu, mais bien dans celui qui, le cas échéant, l'accueille après cette exclusion. »

**Art. 6.** Dans l'article 22, § 1<sup>er</sup>, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, modifié par les décrets du 22 décembre 1994, du 5 août 1995 et du 2 avril 1996, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, n'est pas considéré comme élève régulier au 15 janvier de l'année scolaire précédente dans l'établissement qui l'a exclu, l'élève qui fait l'objet d'une décision d'exclusion définitive à un moment quelconque de cette année, mais bien dans celui qui, le cas échéant, l'accueille après cette décision. »

**Art. 7.** Dans l'article 26 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, remplacé par le décret du 17 juillet 2002, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, n'est pas considéré comme élève régulièrement inscrit au 15 janvier de l'année scolaire précédente dans l'établissement qui l'a exclu, l'élève qui fait l'objet d'une décision d'exclusion définitive à un moment quelconque de cette année, mais bien dans celui qui, le cas échéant, l'accueille après cette décision. »

**Art. 8.** L'article 35, 1<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé est complété comme suit :

« n'est pas considéré comme élève régulier inscrit au 15 janvier de l'année scolaire précédente dans l'école qui l'a exclu, l'élève de l'enseignement primaire qui fait l'objet d'une exclusion définitive à un moment quelconque de l'année scolaire, mais bien dans celle qui, le cas échéant l'accueille après cette décision. »

**Art. 9.** L'article 87, 1<sup>o</sup>, du même décret est complété comme suit :

« n'est pas considéré comme élève régulier inscrit au 15 janvier de l'année scolaire précédente dans l'école qui l'a exclu, l'élève de l'enseignement primaire qui fait l'objet d'une exclusion définitive à un moment quelconque de l'année scolaire, mais bien dans celle qui, le cas échéant l'accueille après cette décision. »

**Art. 10.** L'article 113, § 3, du même décret est complété comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, n'est pas considéré comme élève régulièrement inscrit au 15 janvier de l'année scolaire précédente dans l'établissement qui l'a exclu, l'élève qui fait l'objet d'une décision d'exclusion définitive à un moment quelconque de cette année, mais bien dans celui qui, le cas échéant, l'accueille après cette décision. »

**Art. 11.** L'article 89, § 2, alinéa 4, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, modifié par les décrets du 8 février 1999, du 28 janvier 2004 et du 3 mars 2004, est complété comme suit :

« Le pouvoir organisateur ou son délégué transmet à l'administration copie de la décision d'exclusion définitive dans les dix jours ouvrables qui suivent la date d'exclusion. »

### TITRE III. — *Des changements d'école en cours de cycle*

**Art. 12.** A l'article 79 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, modifié par les décrets du 8 février 1999, du 28 janvier 2004 et du 3 mars 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Dans l'enseignement fondamental ordinaire, il est interdit à toute école maternelle, primaire ou fondamentale d'accepter :

1° un élève de l'enseignement primaire qui, pendant l'année scolaire en cours ou précédente, était régulièrement inscrit, au niveau primaire, dans le même cycle dans une autre école primaire ou fondamentale ordinaire ou dans une autre implantation d'une telle école bénéficiant du comptage séparé;

2° après le 15 septembre, un élève non visé au 1° qui, pour l'année en cours est régulièrement inscrit dans une autre école fondamentale, maternelle ou primaire ordinaire ou dans une autre implantation d'une telle école bénéficiant du comptage séparé. »

2° Il est ajouté des §§ 3, 4, 5 et 6 rédigés comme suit :

« § 3. Dans l'enseignement secondaire ordinaire, le changement d'établissement est autorisé en cours d'année. »

Par dérogation à l'alinéa précédent, dans l'enseignement secondaire ordinaire, il est interdit à tout établissement d'accepter au niveau de la troisième étape du continuum pédagogique visé à l'article 13 :

1° un élève qui, l'année scolaire précédente, était inscrit dans cette troisième étape dans un autre établissement d'enseignement secondaire ordinaire;

2° après le 30 septembre, un élève non visé au 1° qui, pour l'année scolaire en cours, est régulièrement inscrit dans cette troisième étape dans une autre école d'enseignement secondaire ordinaire.

§ 4. Par dérogation aux §§ 2 et 3, alinéa 2, l'inscription d'un élève est acceptée dans les cas suivants :

1° le changement de domicile;

2° la séparation des parents entraînant un changement de lieu d'hébergement de l'élève;

3° le changement répondant à une mesure de placement prise par un magistrat ou par un organisme agréé en exécution de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse ou répondant à une mesure d'aide prise dans le cadre du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

4° le passage de l'élève d'une école à régime d'externat vers un internat et vice versa;

5° l'accueil de l'élève, sur l'initiative des parents, dans une autre famille ou dans un centre, pour une raison de maladie, de voyage ou de séparation des parents;

6° l'impossibilité pour la personne assurant effectivement et seule l'hébergement de l'élève de le maintenir dans l'établissement choisi au départ, en raison de l'acceptation ou de la perte d'un emploi;

7° la suppression du service du restaurant ou de la cantine scolaire ou d'un service de transport gratuit ou non, ou la suppression ou la modification des garderies du matin et/ou du soir, pour autant que l'élève bénéficiait de l'un de ces services et que le nouvel établissement lui offre ledit service;

8° l'exclusion définitive de l'élève d'un autre établissement;

9° en ce qui concerne l'enseignement primaire, la non organisation au sein de l'école ou de l'implantation d'origine de l'année d'études que doit fréquenter l'élève.

Lorsqu'une de ces circonstances autorise le changement d'établissement pour un élève, l'autorisation peut aussi valoir pour ses frères et sœurs ou pour tout autre mineur vivant sous le même toit.

§ 5. En cas de force majeure ou de nécessité absolue et dans l'intérêt de l'élève, un changement d'établissement peut être autorisé pour des motifs autres que les cas énumérés au paragraphe précédent.

On entend notamment par nécessité absolue au sens du présent article les cas où l'élève se trouve dans une situation de difficultés psychologique ou pédagogique telle qu'un changement d'établissement s'avère nécessaire.

La demande est introduite par les parents, la personne investie de l'autorité parentale ou l'élève majeur auprès du chef de l'établissement fréquenté par l'élève.

Soit :

1. Si, après audition des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale ou de l'élève majeur, l'avis du chef d'établissement est favorable, le changement d'établissement est autorisé. L'autorisation est transmise pour information au service de l'inspection.

Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsqu'un établissement connaît un taux de changement d'établissement supérieur au taux arrêté par le Gouvernement, l'avis du chef d'établissement est transmis au service d'inspection concerné, accompagné d'un avis motivé, dans les trois jours ouvrables de l'introduction de la demande de changement d'établissement.

Dans ce cas, le service d'inspection, après audition des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale ou de l'élève majeur, émet un avis motivé à propos de la demande dans les dix jours ouvrables à dater de la réception de la demande. Le défaut d'avis du service d'inspection dans le délai fixé à dix jours ouvrables est assimilé à un avis favorable du service d'inspection.

Si l'avis du service d'inspection est favorable, le changement d'établissement est autorisé.

Si l'avis du service d'inspection est défavorable, la demande accompagnée des avis motivés émis par le chef d'établissement et par le service d'inspection concerné est transmise sans délai au Ministre chargé de l'Enseignement obligatoire qui statue. Dans ce cas, l'absence de réponse dans les dix jours ouvrables de l'envoi de la demande par le service d'inspection est assimilée à un accord.

2. Si, après audition des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale ou de l'élève majeur, l'avis du chef d'établissement est défavorable, il le transmet au service d'inspection concerné, accompagné d'un avis motivé, dans les trois jours ouvrables de l'introduction de la demande de changement d'établissement.

Le service d'inspection, après audition des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale ou de l'élève majeur, émet un avis motivé à propos de la demande dans les dix jours ouvrables à dater de la réception de la demande. Le défaut d'avis du service d'inspection dans le délai fixé à dix jours ouvrables est assimilé à un avis favorable du service d'inspection.

La demande accompagnée des avis motivés émis par le chef d'établissement et par le service d'inspection concerné est transmise sans délai au Ministre chargé de l'Enseignement obligatoire qui statue. Dans ce cas, l'absence de réponse dans les dix jours ouvrables de l'envoi de la demande par le service d'inspection est assimilée à un accord.

§ 6. Le Gouvernement définit les modalités d'application des §§ 2, 3, 4 et 5. »

#### TITRE IV. — *Des refus d'inscription*

**Art. 13.** A l'article 80 du même décret, modifié par les décrets du 8 février 1999, du 5 juillet 2000, du 19 juillet 2001 et du 28 janvier 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° Il est inséré au début du § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots suivants :

« A l'exception du premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire, ».

2° Il est ajouté un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Toute demande d'inscription relative au premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire est actée dans un registre, dont la forme est définie par le Gouvernement. Y sont mentionnés, en regard d'un numéro d'ordre, le nom de l'élève, la date de la demande d'inscription et, le cas échéant, le motif du refus d'inscription. Le Gouvernement définit la date à partir de laquelle les demandes d'inscription peuvent être introduites.

Les demandes d'inscription introduites pour un élève dont un frère ou une sœur ou tout autre mineur résidant sous le même toit fréquente déjà l'établissement ou pour un élève dont au moins un des parents ou la personne investie de l'autorité parentale exerce tout ou partie de sa fonction au sein de l'établissement sont acceptées prioritairement. Le Gouvernement fixe la période durant laquelle ce droit prioritaire peut être invoqué.

Le chef d'établissement remet à l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale une attestation de demande d'inscription dont le Gouvernement fixe le modèle. L'attestation de demande d'inscription comprend le numéro d'ordre au sein du registre visé à l'alinéa premier ainsi que, le cas échéant, le motif du refus d'inscription et l'indication des services de l'administration où l'élève et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale peuvent obtenir une assistance en vue d'inscrire l'élève dans un établissement d'enseignement de la Communauté française ou dans une institution assurant le respect de l'obligation scolaire.

Lorsqu'il ne peut inscrire l'élève, le chef d'établissement transmet immédiatement copie de l'attestation à l'une des commissions zonales des inscriptions dans l'enseignement de la Communauté française visées au § 3, alinéa premier.

Lorsque le refus d'inscription est fondé sur le motif énoncé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, dès qu'une place est disponible au sein de l'établissement, elle est proposée dans l'ordre des demandes d'inscription. Le Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire définit les modalités selon lesquelles l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale font part de leur acceptation ou de leur refus de la proposition.

Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque la demande d'inscription est introduite pour un élève dont un frère ou une sœur ou tout autre mineur résidant sous le même toit fréquente déjà l'établissement ou pour un élève dont au moins un des parents ou la personne investie de l'autorité parentale exerce tout ou partie de sa fonction au sein de l'établissement, le chef d'établissement lui propose prioritairement la place disponible dans l'ordre des demandes d'inscription. »

**Art. 14.** A l'article 88, du même décret modifié par les décrets du 8 février 1999, du 5 juillet 2000, du 19 juillet 2001 et du 28 janvier 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° Il est inséré au début du § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots suivants :

« A l'exception du premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire, ».

2° Il est ajouté un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Toute demande d'inscription relative au premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire est actée dans un registre, dont la forme est définie par le Gouvernement. Y sont mentionnés, en regard d'un numéro d'ordre, le nom de l'élève, la date de la demande d'inscription et, le cas échéant, le motif du refus d'inscription. Le Gouvernement définit la date à partir de laquelle les demandes d'inscription peuvent être introduites.

Les demandes d'inscription introduites pour un élève dont un frère ou une sœur ou tout autre mineur résidant sous le même toit fréquente déjà l'établissement ou pour un élève dont au moins un des parents ou la personne investie de l'autorité parentale exerce tout ou partie de sa fonction au sein de l'établissement sont acceptées prioritairement. Le Gouvernement fixe la période durant laquelle ce droit prioritaire peut être invoqué.

Le pouvoir organisateur ou son délégué remet à l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, aux parents ou à la personne investie de l'autorité parentale une attestation de demande d'inscription dont le Gouvernement fixe le modèle. L'attestation de demande d'inscription comprend le numéro d'ordre au sein du registre visé à l'alinéa premier ainsi que, le cas échéant, le motif du refus d'inscription et l'indication des services de l'administration où l'élève et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale peuvent obtenir une assistance en vue d'inscrire l'élève dans un établissement d'enseignement de la Communauté française ou dans une institution assurant le respect de l'obligation scolaire.

Lorsqu'il ne peut inscrire l'élève, le pouvoir organisateur ou son délégué transmet immédiatement copie de l'attestation à l'organe de représentation et de coordination ou à la commission décentralisée qui en informe l'administration. Dans le cas où le pouvoir organisateur n'a pas adhéré à un organe de représentation et de coordination, il la transmet à l'administration.

Lorsque le refus d'inscription est fondé sur le motif énoncé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, dès qu'une place est disponible au sein de l'établissement, elle est proposée dans l'ordre des demandes d'inscription. Le Ministre en charge de l'enseignement obligatoire définit les modalités selon lesquelles l'élève majeur ou, pour l'élève mineur, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale font part de leur acceptation ou de leur refus de la proposition.

Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque la demande d'inscription est introduite pour un élève dont un frère ou une sœur ou tout autre mineur résidant sous le même toit fréquente déjà l'établissement ou pour un élève dont au moins un des parents ou la personne investie de l'autorité parentale exerce tout ou partie de sa fonction au sein de l'établissement, le pouvoir organisateur ou son délégué lui propose prioritairement la place disponible dans l'ordre des demandes d'inscription. »

#### TITRE V. — *Sanctions*

**Art. 15.** Dans l'article 24 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié par les décrets du 12 juillet 2001, est inséré un paragraphe 2quinquies rédigé comme suit :

« Si le pouvoir organisateur ne se conforme pas aux articles 79, §§ 2, 3 et 4 et 88, § 4, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre tel que modifié par le décret du 8 mars 2007 portant diverses mesures visant à réguler les inscriptions et les changements d'écoles dans l'enseignement obligatoire, la procédure prévue au § 2<sup>ter</sup> est entamée. »

#### TITRE VI. — *Dispositions abrogatoire et finale*

**Art. 16.** L'arrêté du Gouvernement du 5 mai 2004 portant application de l'article 79, § 2, alinéa 2, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre est abrogé.

**Art. 17.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007 à l'exception des dispositions visées aux articles 13 et 14 qui entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2007 et aux articles 12 et 16 qui entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 8 mars 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique  
et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

Cl. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

—  
Note

*Session 2006-2007.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 354-1. — Amendement de commission, n° 354-2. — Rapport, n° 354-3. — Amendements de séance, n° 354-4.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séances des mardi 27 et mercredi 28 février 2007.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 2869

[2007/201835]

**8 MAART 2007. — Decreet houdende diverse maatregelen met het oog op de regularisatie van de inschrijvingen en van de veranderingen van school in het leerplichtonderwijs**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**TITEL I. — Toepassingsgebied en inleidende bepaling**

**Artikel 1.** Dit decreet is van toepassing op het basisonderwijs en het secundair onderwijs, het onderwijs met volledig leerplan of het alternerend onderwijs, het gewoon onderwijs of het gespecialiseerd onderwijs, het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

**Art. 2.** Het gebruik in dit decreet van de mannelijke namen voor de verschillende titels en ambten is gemeenschaptig met het oog op een betere leesbaarheid van de tekst, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

**TITEL II. — Het in aanmerking nemen van leerlingen uitgesloten voor de vaststelling van het bedrag van dotaties of subsidies en van de omkadering**

**Art. 3.** In artikel 3, § 3, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd bij de decreten van 12 juli 2001, wordt het volgende lid ingevoegd tussen de vijfde en zesde leden :

« In afwijking van het vorige lid, wordt de leerling die definitief uitgesloten is, ongeacht het ogenblik van het schooljaar waarin de beslissing wordt genomen, niet beschouwd als regelmatig ingeschreven op 15 januari in de inrichting die hem uitgesloten heeft, maar wel in deze die, in voorkomend geval, hem ontvangt na deze uitsluiting. »

**Art. 4.** In artikel 18 van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs, gewijzigd bij de decreten van 24 juli 1997, 17 juli 1998 en 19 juli 2001, wordt het volgende lid ingevoegd tussen de tweede en derde leden :

« In afwijking van het vorige lid, wordt niet beschouwd als ingeschreven op 15 januari van het vorige jaar in de inrichting die hem uitgesloten heeft, maar wel in deze die, in voorkomend geval, hem ontvangt na deze beslissing, de leerling die definitief uitgesloten wordt op een of ander ogenblik van dat jaar. »

**Art. 5.** In de artikelen 24 en 27 van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 19 juli 2001, wordt het volgende lid ingevoegd tussen de eerste en tweede leden :

« In afwijking van het vorige lid, wordt de leerling die een beslissing tot definitieve uitsluiting heeft gekregen, ongeacht het ogenblik van het schooljaar waarin de beslissing wordt genomen, niet beschouwd als regelmatige leerling op 15 januari van het vorige schooljaar in de inrichting die hem heeft uitgesloten, maar wel in deze die, in voorkomend geval, hem ontvangt na deze uitsluiting. »

**Art. 6.** In artikel 22, § 1, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, gewijzigd bij de decreten van 22 december 1994, 5 augustus 1995 en 2 april 1996, wordt het volgende lid ingevoegd tussen de eerste en tweede leden :

« In afwijking van het vorige lid, wordt niet beschouwd als regelmatige leerling op 15 januari van het vorige schooljaar in de inrichting die hem uitgesloten heeft, maar wel in deze die, in voorkomend geval, hem ontvangt na deze beslissing, de leerling die een beslissing tot definitieve uitsluiting gekregen heeft op één of ander ogenblik van dat jaar. »

**Art. 7.** In artikel 26 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, vervangen bij het decreet van 17 juli 2002, wordt het volgende lid ingevoegd tussen de eerste en tweede leden :

« In afwijking van het vorige lid, wordt niet beschouwd als regelmatig ingeschreven leerling op 15 januari van het vorige schooljaar in de inrichting die hem heeft uitgesloten, maar wel in deze die, in voorkomend geval, hem ontvangt na deze beslissing, de leerling die een beslissing heeft gekregen tot definitieve uitsluiting op één of ander ogenblik van dat jaar. »

**Art. 8.** Artikel 35, 1<sup>o</sup>, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, wordt aangevuld als volgt :

« wordt niet beschouwd als een regelmatig ingeschreven leerling op 15 januari van het vorige schooljaar in de school die hem uitgesloten heeft, maar wel in deze die, in voorkomend geval, hem ontvangt na deze beslissing, de leerling van het lager onderwijs voor wie een definitieve uitsluiting wordt beslist op één of ander ogenblik van het schooljaar. »

**Art. 9.** Artikel 87, 1<sup>o</sup>, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« wordt niet beschouwd als een regelmatig ingeschreven leerling op 15 januari van het vorige schooljaar in de school die hem uitgesloten heeft, maar wel in deze die, in voorkomend geval, hem ontvangt na deze beslissing, de leerling van het lager onderwijs voor wie een definitieve uitsluiting wordt beslist op één of ander ogenblik van het schooljaar. »

**Art. 10.** Artikel 113, § 3, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« In afwijking van het vorige lid, wordt niet beschouwd als regelmatig ingeschreven leerling op 15 januari van het vorige schooljaar in de inrichting die hem uitgesloten heeft, maar wel in deze die, in voorkomend geval, hem ontvangt na deze beslissing, de leerling voor wie een definitieve uitsluiting beslist wordt op één of ander ogenblik van dat jaar. »

**Art. 11.** Artikel 89, § 2, vierde lid, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, gewijzigd bij de decreten van 8 februari 1999, 28 januari 2004 en 3 maart 2004, wordt aangevuld als volgt :

« De inrichtende macht of haar afgevaardigde bezorgt het Bestuur een afschrift van de beslissing tot definitieve uitsluiting binnen de tien werkdagen na de uitsluitingsdatum. »

### TITEL III. — *Veranderingen van school tijdens de cyclus*

**Art. 12.** In artikel 79 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, gewijzigd bij de decreten van 8 februari 1999, 28 januari 2004 en 3 maart 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. In het gewoon basisonderwijs is het verboden aan elke kleuterschool, lagere school of basisschool het volgende te aanvaarden :

1° een leerling van het lager onderwijs die tijdens het lopende of vorige schooljaar regelmatig ingeschreven was op het lager niveau in dezelfde cyclus in een andere gewone lagere of basisschool of in een andere vestigingsplaats van zo'n school met een afzonderlijke telling;

2° na 15 september, een leerling die niet bedoeld is in 1° die voor het lopende jaar regelmatig ingeschreven is in een andere gewone basisschool, kleuterschool of lagere school of in een andere vestigingsplaats van zo'n school met een afzonderlijke telling. »

2° De §§ 3, 4, 5 en 6 worden toegevoegd, luidend als volgt :

« § 3. In het gewoon secundair onderwijs wordt de verandering van inrichting toegelaten tijdens het jaar.

In afwijking van het vorige lid, in het gewoon secundair onderwijs, is het verboden voor elke inrichting op het niveau van de derde stap van het pedagogische continuüm bedoeld in artikel 13 het volgende te aanvaarden :

1° een leerling die in het vorige schooljaar ingeschreven was in deze derde stap in een andere inrichting van het gewoon secundair onderwijs;

2° na 30 september, een leerling niet bedoeld in 1° die, voor het lopende schooljaar, regelmatig ingeschreven is in deze derde stap in een andere school van het gewoon secundair onderwijs.

§ 4. In afwijking van de paragrafen 2 en 3, tweede lid, wordt de inschrijving van een leerling in de volgende gevallen aanvaard :

1° de verandering van woonplaats;

2° de scheiding van de ouders die leidt tot een verandering van verblijfplaats van de leerling;

3° de verandering die beantwoordt aan een plaatsingsmaatregel genomen door een magistraat of door een instelling erkend ter uitvoering van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming of aan een hulpmaatregel genomen in het kader van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

4° het overstappen van een leerling van een externaat naar een internaat en vice versa;

5° het opnemen van de leerling, op initiatief van de ouders, in een ander gezin of in een centrum, om redenen van ziekte, van reis of van scheiding van de ouders;

6° de onmogelijkheid voor de persoon die effectief en alleen zorgt voor de huisvesting van de leerling, om de leerling in de gekozen school te houden, door het aanvaarden of verliezen van een job;

7° het afschaffen van de dienst van het restaurant of de kantine van de school, een gratis of niet gratis vervoersdienst, of het afschaffen of de verandering van een opvangdienst 's ochtends en/of 's avonds, als de leerling gebruik maakte van één van deze diensten en de nieuwe school hem deze dienst aanbiedt;

8° de definitieve uitsluiting van de leerling van een andere inrichting;

9° wat betreft het lager onderwijs, de niet-organisatie binnen de school of de oorspronkelijke vestigingsplaats van het studiejaar waar de leerling naartoe moet gaan.

Wanneer één van deze omstandigheden de verandering van inrichting voor een leerling toelaat, kan de toelating ook gelden voor zijn broers of zussen of voor elke andere samenwonende minderjarige.

§ 5. Bij overmacht of absolute noodzaak of in het belang van de leerling kan een verandering van inrichting toegelaten worden om andere redenen dan die opgesomd in de vorige paragraaf.

Onder absolute noodzaak wordt inzonderheid verstaan in de zin van dit artikel, de gevallen waar de leerling zich in een toestand bevindt met psychologische of pedagogische moeilijkheden zodat een verandering van inrichting noodzakelijk blijkt.

De aanvraag wordt ingediend door de ouders, de persoon met het ouderlijk gezag of de meerderjarige leerling bij het hoofd van de inrichting waar de leerling naartoe gaat. Inzonderheid ;

1. Als, na verhoor van de ouders of de persoon met het ouderlijk gezag of de meerderjarige leerling, het advies van het inrichtingshoofd gunstig is, wordt de verandering van inrichting toegelaten. De toelating wordt ter informatie aan de inspectiedienst bezorgd.

In afwijking van het vorige lid, als een inrichting een hoger percentage van verandering van inrichting heeft dan het percentage vastgesteld door de Regering, wordt het advies van het inrichtingshoofd bezorgd aan de betrokken inspectiedienst, met een met redenen omkleed advies en dit, binnen de drie werkdagen van de indiening van de aanvraag van de verandering van inrichting.

In dit geval brengt de inspectiedienst, na verhoor van de ouders of de persoon met een ouderlijk gezag of van de meerderjarige leerling, een met redenen omkleed advies uit over de aanvraag binnen de tien werkdagen na de ontvangst van de aanvraag. Het gebrek aan advies van de inspectiedienst binnen de termijn vastgesteld op tien werkdagen wordt gelijkgesteld met een gunstig advies van de inspectiedienst.

Als het advies van de inspectiedienst gunstig is, wordt de verandering van inrichting toegelaten.

Als het advies van de inspectiedienst ongunstig is, wordt de aanvraag, samen met de gemotiveerde adviezen die uitgebracht worden door het inrichtingshoofd of door de betrokken inspectiedienst, onverwijld aan de Minister verstuurd die belast is met het Leerplichtonderwijs, die beslist. In dit geval wordt het gebrek aan antwoord binnen de tien werkdagen na de verzending van de aanvraag door de inspectiedienst gelijkgesteld met een toestemming.

2. Als, na verhoor van de ouders of de persoon met het ouderlijk gezag of van de meerderjarige leerling, het advies van het inrichtingshoofd ongunstig is, bezorgt hij het aan de betrokken inspectiedienst met een met redenen omkleed advies binnen de tien werkdagen van de indiening van de aanvraag om verandering van inrichting.

De inspectiedienst, na verhoor van de ouders of van de persoon met het ouderlijk gezag of van de meerderjarige leerling, brengt een met redenen omkleed advies uit over de aanvraag binnen de tien werkdagen na de ontvangst van de aanvraag. Het gebrek aan advies van de inspectiedienst binnen de termijn vastgesteld op tien werkdagen wordt gelijkgesteld met een gunstig advies van de inspectiedienst.

De aanvraag met de gemotiveerde adviezen die uitgebracht worden door het inrichtingshoofd en door de betrokken inspectiedienst, wordt onverwijld bezorgd aan de Minister die belast is met het Leerplichtonderwijs, die beslist. In dit geval wordt het gebrek aan antwoord binnen de tien werkdagen na de verzending van de aanvraag door de inspectiedienst gelijkgesteld met een toestemming.

§ 6. De Regering bepaald de nadere regels voor de toepassing van de paragrafen 2, 3, 4 en 5. »

#### TITEL IV. — *Weigeringen van inschrijving*

**Art. 13.** In artikel 80 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 8 februari 1999, 5 juli 2000, 19 juli 2001 en 28 januari 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het begin van § 3, eerste lid, worden de volgende woorden ingevoegd :

« Met uitzondering van de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs, »

2° Er wordt een § 4 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Elke aanvraag om inschrijving betreffende de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs wordt in een register opgenomen, waarvan de vorm door de Regering bepaald wordt. Worden erin opgenomen, naast het volgnummer, de naam van de leerling, de datum van de aanvraag om inschrijving en, in voorkomend geval, de reden van de weigering van inschrijving. De Regering bepaald de datum vanaf dewelke de aanvragen om inschrijving ingediend kunnen worden.

De aanvragen om inschrijving ingediend voor een leerling waarvan een broer of een zus of elke andere samenwonende minderjarige al naar de inrichting gaat of voor een leerling waarvan ten minste één van de ouders of de persoon met een ouderlijk gezag het geheel of een deel van zijn ambt uitoefent binnen de inrichting, worden bij voorkeur aanvaard. De Regering bepaald de periode waarin dit voorkeursrecht aangevoerd kan worden.

Het inrichtingshoofd bezorgt de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, de ouders of de persoon met het ouderlijk gezag, een attest van de aanvraag om inschrijving waarvan de Regering het model nader bepaald. Het attest van de aanvraag om inschrijving omvat het volgnummer binnen het register bedoeld in het eerste lid alsook, in voorkomend geval, de reden van weigering van inschrijving en de vermelding van de bestuursdiensten waar de leerling en zijn ouders of de persoon met het ouderlijk gezag hulp kunnen krijgen om de leerling in te schrijven bij een onderwijsinrichting van de Franse Gemeenschap of in een instelling die zorgt voor het naleven van het leerplichtonderwijs.

Wanneer het de leerling niet kan inschrijven, bezorgt het inrichtingshoofd onmiddellijk een afschrift van het attest aan één van de zonale commissies van de inschrijvingen in het onderwijs van de Franse Gemeenschap bedoeld in § 3, eerste lid.

Wanneer de weigering van inschrijving gebaseerd is op de reden bedoeld in § 1, vierde lid, zodra een plaats beschikbaar is binnen de inrichting, wordt ze voorgesteld in volgorde van de aanvragen om inschrijving. De Minister belast met het leerplichtonderwijs bepaald de nadere regels volgens dewelke de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, de ouders of de persoon met het ouderlijk gezag hun aanvaarding of hun weigering van het voorstel meedelen.

In afwijking van het vorige lid, wanneer de aanvraag om inschrijving ingediend wordt voor een leerling waarvan een broer of een zus of elke andere samenwonende minderjarige al naar de inrichting gaat of voor een leerling die ten minste één van de ouders of de persoon met het ouderlijk gezag het geheel of een deel van zijn ambt binnen de inrichting uitoefent, stelt het inrichtingshoofd hem bij voorkeur de beschikbare plaats in volgorde van de aanvragen om inschrijving voor. »

**Art. 14.** In artikel 88 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 8 februari 1999, 5 juli 2000, 19 juli 2001 en 28 januari 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het begin van § 3, eerste lid, worden de volgende woorden ingevoegd :

« Met uitzondering van de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs, »

2° Er wordt een § 4 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Elke aanvraag om inschrijving betreffende de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs wordt opgenomen in een register, waarvan de vorm door de Regering wordt bepaald. Worden erin opgenomen, naast een volgnummer, de naam van de leerling, de datum van de aanvraag om inschrijving en, in voorkomend geval, de reden van de weigering van inschrijving. De Regering stelt de datum vast vanaf dewelke de aanvragen om inschrijving ingediend kunnen worden.

De aanvragen om inschrijving die ingediend worden door een leerling waarvan een broer of een zus of elke andere samenwonende minderjarige al naar deze inrichting gaat of voor een leerling waarvan ten minste één van de ouders of de persoon met het ouderlijk gezag het geheel of een deel van zijn ambt uitoefent binnen de inrichting worden bij voorkeur aanvaard. De Regering bepaald de periode waarin dit voorkeursrecht kan worden aangevoerd.

De inrichtende macht of haar afgevaardigde bezorgt de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, de ouders of de persoon met het ouderlijk gezag, een attest voor de aanvraag om inschrijving waarvan de Regering het model vaststelt. Het attest voor de aanvraag om inschrijving omvat het volgnummer in het register bedoeld in het eerste lid, alsook, in voorkomend geval, de reden van de weigering van inschrijving en de vermelding van de bestuursdiensten waar de leerling en zijn ouders of de persoon met het ouderlijk gezag hulp kunnen krijgen om de leerling in te schrijven in een onderwijsinrichting van de Franse Gemeenschap of in een instelling die zorgt voor de naleving van het leerplichtonderwijs.

Wanneer zij de leerling niet kan inschrijven, bezorgt de inrichtende macht of haar afgevaardigde onmiddellijk een afschrift van het attest aan het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan of aan de gedecentraliseerde commissie die het bestuur ervan op de hoogte brengt. Ingeval de inrichtende macht niet tot een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan is toegetreden, stuurt zij haar aan het bestuur.

Wanneer de weigering van inschrijving gebaseerd is op de reden bedoeld in § 1, derde lid, zodra een plaats beschikbaar is binnen de inrichting, wordt ze voorgesteld in volgorde van de aanvragen om inschrijving. De Minister belast met het Leerplichtonderwijs bepaalt de nadere regels volgens dewelke de meerderjarige leerling of, voor de minderjarige leerling, de ouders of de persoon met het ouderlijk gezag hun aanvaarding of hun weigering van het voorstel meedelen.

In afwijking van het vorige lid, wanneer de aanvraag om inschrijving ingediend wordt door een leerling waarvan een broer of een zus of elke andere samenwonende minderjarige al naar deze inrichting gaat, of voor een leerling waarvan ten minste één van de ouders of de persoon met het ouderlijk gezag het geheel of een deel van zijn ambt uitoefent binnen de inrichting, stelt de inrichtende macht of haar afgevaardigde hem bij voorkeur de beschikbare plaats voor in volgorde van de aanvragen om inschrijving. »

#### TITEL V. — *Sancties*

**Art. 15.** In artikel 24 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd bij de decreten van 12 juli 2001, wordt een § 2 quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

« Als de inrichtende macht de artikelen 79, §§ 2, 3 en 4 en 88, § 4, niet naleeft van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 maart 2007 houdende diverse maatregelen met het oog op de regularisatie van de inschrijvingen en de veranderingen van school in het leerplichtonderwijs, wordt met de procedure bedoeld in § 2 ter begonnen. »

#### TITEL VI. — *Opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 16.** Het besluit van de Regering van 5 mei 2004 over de toepassing van artikel 79, § 2, lid 2, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt opgeheven.

**Art. 17.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2007 met uitzondering van de bepalingen bedoeld in de artikelen 13 en 14, die op 1 oktober 2007 in werking treden, en de artikelen 12 en 16, die op 1 september 2008 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 8 maart 2007.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek  
en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,  
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,  
Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele sector en Jeugd,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

—  
Nota

*Zitting 2006-2007.*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 354-1. Commissieamendementen, nr. 354-2. — Verslag nr. 354-3. — Vergaderingsamendementen, nr. 354-4.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. — Vergaderingen van dinsdag 27 februari 2007 en woensdag 28 februari 2007.

---

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 2870

[2007/202052]

**16 MARS 2007.** — Décret portant assentiment à l'échange de notes diplomatiques du 23 mai 2005, constitutif de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique avec la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du grand-duché de Luxembourg, relatif à la coopération dans les régions frontalières

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article unique.** L'échange de notes diplomatiques du 23 mai 2005, constitutif de l'accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique avec la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du grand-duché de Luxembourg, relatif à la Coopération dans les régions frontalières, fait à Luxembourg le 23 mai 2005, sortira son plein et entier effet.